

CONVENTION D'ACCES AUX RESTAURANTS ADMINISTRATIFS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Département du Val d'Oise, sis 2 avenue du Parc, CS 20201 CERGY, 95032 CERGY PONTOISE CEDEX, représenté par Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise, dûment habilitée à cet effet par la délibération du Conseil départemental n° 0-04 du 1^{er} juillet 2021.

Ci-après désigné « le Département »,

D'UNE PART

Et

Le Syndicat Mixte pour l'Aménagement de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt (SMAPP), dont le siège social est situé 2 avenue du Parc, CS 20201 Cergy, 95032 CERGY PONTOISE CEDEX, représenté par Monsieur Bernard TAILLY, Président du SMAPP, dûment habilité à cet effet par la délibération n° 25-20 du 10 octobre 2025.

Ci-après désignée « la structure »,

D'AUTRE PART

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Au titre de la restauration interne collective, le Département gère deux restaurants :

- le restaurant de la Palette ;
- le restaurant du Parc.

Ces deux restaurants ont vocation à accueillir les agents départementaux et peuvent également être ouverts, sous réserve de l'accord du Département, à des organismes extérieurs tels que des associations ou des établissements publics.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'accès du personnel de la structure au restaurant du Parc et/ou de la Palette du Département.

Article 2 - Conditions d'accès de la structure

Les personnels de la structure sont autorisés à prendre leurs repas du lundi au vendredi sur le site du restaurant du Parc et/ou de la Palette, sans pour autant qu'un nombre de repas minimal leur soit imposé.

Article 3 - Conditions financières

Le prix du repas est décomposé de la manière suivante :

- Admission
- Frais d'exploitation
- Prix des denrées

Le taux de TVA est fixé à 10 %, celui-ci pourra être modifié en fonction de la réglementation en vigueur.

3.1.1 - Admission

Le tarif d'admission est fixé en cohérence avec la réglementation en vigueur (prestation repas de la PIM, circulaire interministérielle) et a vocation à évoluer tous les ans. Il est de 1,62 € depuis le 1^{er} janvier 2024 et reste inchangé à ce jour. Il est perçu lors de chaque passage au restaurant, un passage par jour étant autorisé.

Le tarif d'admission est payé par le personnel.

3.1.2 - Frais d'exploitation

La structure s'engage à participer au règlement des frais d'exploitation d'un montant fixe de 4,80 €, par personne, limité à un passage par jour et par personne.

3.1.3. - Prix des denrées

Le personnel de la structure devra régler lors de son passage en caisse les éléments présents sur son plateau.

Le badge du personnel devra toujours être créditeur.

3.1.4 - Facturation

La facturation pour la structure sera mensuelle et intégrera l'article 3.1.2.

La facture sera envoyée à l'adresse suivante :

SMAPP
2 avenue du Parc
CS 20201 CERGY
95032 CERGY PONTOISE CEDEX

Article 4 - Horaires

Les horaires d'ouverture du restaurant du Parc et de la Palette sont les suivants :

- de 11h45 à 13H45.

En fonction de l'affluence au sein des deux restaurants administratifs et pour respecter les conditions de sécurité et d'accueil des convives, le Département pourra être amené à aménager ces horaires à l'égard de chacun des organismes extérieurs.

Article 5 - Règlements

5.1 - Règlements

Les règlements devront être effectués sur le compte de la Paierie départementale du Val d'Oise mensuellement, dans les 30 jours de la date de réception de la facture du Département.

5.2 - Compte à créditer

Titulaire du compte : Paierie départementale du Val d'Oise

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
30001	00651	C9560000000	97

IBAN : FR82 3000 1006 51C9 5600 0000 097 BIC : BDFEFRPPCCT

Article 6 - Obligation des parties

6.1 - Obligation du Département du Val d'Oise

Le Département s'engage à assurer l'accès aux restaurants administratifs aux personnels de la structure et leur fournir un repas, sous couvert de l'approvisionnement effectif du badge du personnel.

Le Département fournira pour cela un badge nominatif à chaque personnel de la structure pour leur permettre l'accès aux restaurants. La liste des personnels souhaitant bénéficier d'un badge sera transmise par la structure au Département dès l'entrée en vigueur de la présente convention et sera mise à jour en tant que de besoin par la structure.

En cas de perte de badge par un personnel de la structure, le Département rééditera un badge pour ce personnel sans facturation complémentaire.

Le Département s'engage à établir un état indiquant précisément le nombre de repas servis par personnel, durant le mois précédent. Cet état sera envoyé mensuellement à la structure avec la facture.

Le Département s'engage à n'utiliser les données reçues de la structure qu'aux fins d'exécution de la présente convention et au travers de traitements exclusivement en lien avec l'exécution de la présente convention.

Le Département a un traitement sécurisé de toutes les données à caractère personnel qu'il recueillera en cours de durée de la convention, dans le respect de la réglementation Informatique et libertés en vigueur.

Le Département s'engage en fin de durée de la convention à détruire rapidement ces données et les traitements afférents.

6.2 - Obligation de la structure

La structure s'engage à ne faire aucune réclamation dans le cas où le restaurant refuserait d'accueillir ses personnels faute d'approvisionnement du badge.

Article 7 - Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter du 1er août 2025, pour une durée d'un an.
Sauf dénonciation à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un délai de préavis de deux mois, la convention se renouvellera tacitement pour une période d'un an dans la limite de deux renouvellements.

Article 8 - Assurance

Le Département se déclare assuré auprès d'une compagnie pour sa responsabilité civile et en particulier pour les risques d'intoxication alimentaire.

Article 9 - Élection du domicile

Pour l'exécution de la présente convention, les parties élisent domicile à leur adresse respective indiquée en tête de la présente convention.

Article 10 - Attribution de compétence

Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties, relatifs à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention, seront soumis au Tribunal administratif de Cergy Pontoise.

Fait en deux exemplaires à Cergy,

Le 17 OCT. 2025

Pour la Présidente
du Conseil départemental du Val d'Oise

Le Président du SMAPP

